



POLICY BRIEF

PB 20 - 31
Avril 2020

**LE MONDE DU
TRAVAIL À L'HEURE
DU **CORONAVIRUS** :
UNE HÉMORRAGIE
DES EMPLOIS ET
DES MUTATIONS
EN PERSPECTIVE**

Par Ibourk Aomar, Ghazi Tayeb & Mandri Badr

Le monde du travail à l'heure du Coronavirus : une hémorragie des emplois et des mutations en perspective

Résumé

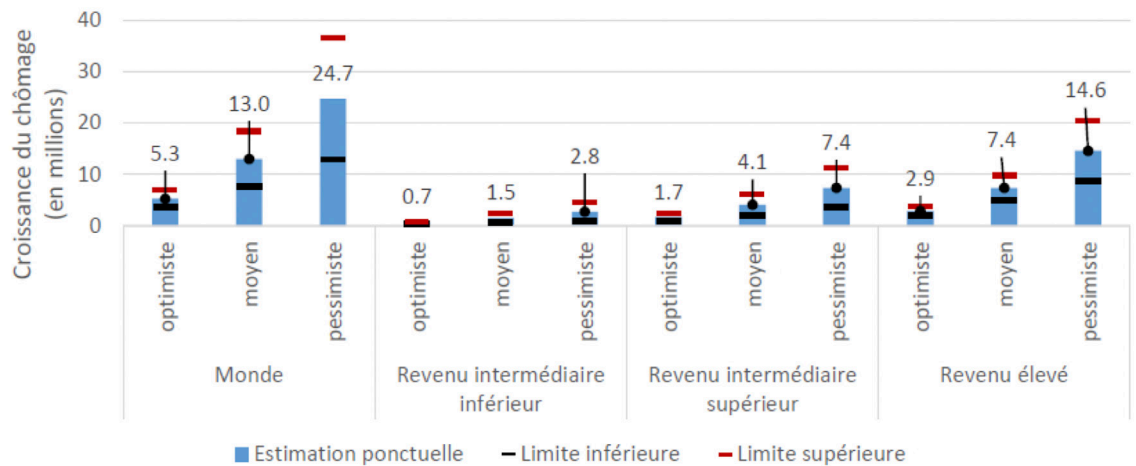
Le marché du travail subit de plein fouet les conséquences des ravages du nouveau Coronavirus. Selon l'Organisation internationale du Travail (OIT), sur les 3,3 milliards de la population active occupée mondiale, plus de 4 personnes sur 5 sont affectées par la fermeture totale ou partielle des lieux de travail. Dans la présente note, nous revenons, en détail, sur la situation du marché de l'emploi mondial dans ce contexte de crise, avant de se livrer à une discussion des grandes mutations qui devraient se profiler dans le monde du travail ainsi que des principales leçons à tirer.

Les bouleversements portés par l'avènement de la pandémie du Coronavirus ont remis au-devant de la scène les questionnements sur le devenir du marché du travail. Des questionnements qui ont toujours fait surface lors des mauvaises conjonctures et qui se sont accentués dans les épisodes économiques les plus obscurs. Il en va de même pour les réflexions autour de ces questionnements. Elles font valoir des impacts de court et de long termes, variant de réactions conjoncturelles de l'emploi, du chômage et du sous-emploi aux mutations les plus hystériques et complexes de l'organisation productive. Le choc actuel n'échappe pas à cette logique. Le présent Policy Brief est un essai pour expliquer comment.

I. Incidence du Covid-19 sur le chômage et le sous-emploi dans le monde

La crise sanitaire provoquée par le Covid-19 a muté, en quelques semaines, en un choc économique pesant aussi bien sur l'offre que sur la demande et, par conséquent, sur le marché du travail. Si les estimations initiales du Bureau international du Travail (BIT), parues le 18 mars 2020 concernant ce dernier impact, étaient alarmantes, avec des pertes qui peuvent dépasser celles de la crise financière mondiale de 2008-09 qui avait fait augmenter le stock des chômeurs de 22 millions, celles rendues publiques le 7 avril 2020 s'annoncent pire.

Impact d'une baisse de la croissance mondiale sur le chômage selon trois scénarios, dans le monde et par groupes de revenus (en millions)¹



Source : Organisation internationale du Travail, Covid-19 et le monde du travail : Impact et réponses politiques, 18 mars 2020

Les estimations initiales indiquaient une augmentation du chômage mondial variant de 5,3 millions, dans le meilleur des cas, à un pire scénario de 24,7 millions de pertes en emplois, à partir d'un niveau de référence de 188 millions chômeurs en 2019. Ces estimations montraient, également, que l'essentiel des pertes était à enregistrer parmi les pays à revenu élevé, qui devrait compter entre 2,9 millions et 14,6 millions chômeurs supplémentaires, respectivement selon les scénarii optimiste et pessimiste. Ceci reflétait, en quelque sorte, le degré d'exposition des pays appartenant à ce groupe de revenu qui étaient alors, à côté des pays à revenu intermédiaire supérieur, les plus touchés par la propagation du virus et les plus concernés par les mesures de confinement.

Entre la date de sortie des estimations initiales et aujourd'hui, le virus a presque touché tous les territoires du globe. Le nombre des cas confirmés d'infections au Covid-19 est passé d'environ 190 milles à plus deux millions et demi. Au lieu de 7800 décès, le 18 mars, le monde déplore aujourd'hui plus de 152 000 vie perdues.

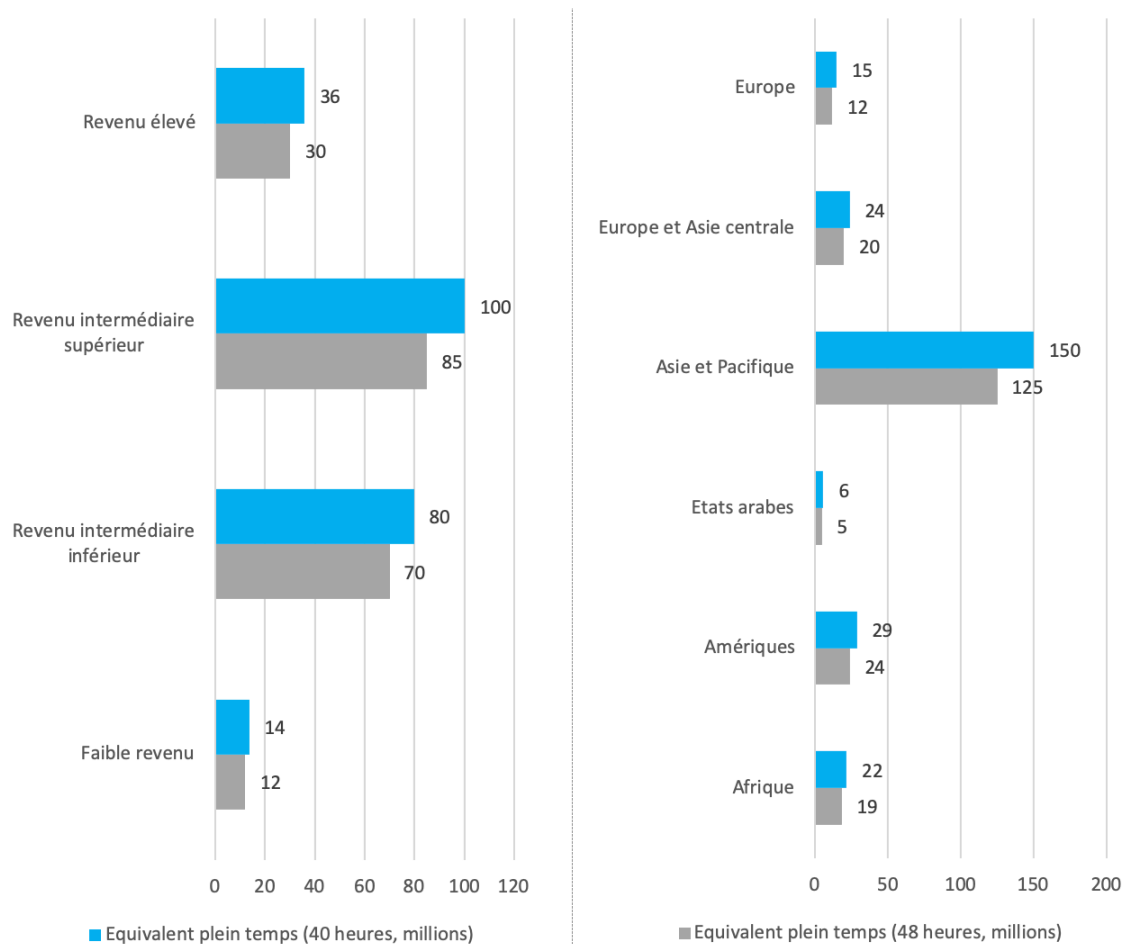
Dans l'espoir de freiner la propagation du virus, plusieurs pays ont mis en place des mesures de distanciation sociale, en l'occurrence, le confinement, la fermeture des écoles et l'encouragement du télétravail. Certains ont appliqué des restrictions sur des secteurs, comme le commerce et le voyage ou encore les activités industrielles non essentielles et le BTP. Vers la fin du mois de mars, ces mesures ont concerné plus de 80% de la population mondiale employée. Les conséquences du Covid-19 sur l'emploi sont alors directes, synchrones, profondes, très étendues et sans précédent, comme les a décrites l'Observatoire de l'OIT.

Les estimations du 1er avril, parues le 7 du même mois, indiquaient alors des pertes en

1. Les chiffres montrent l'impact prévu sur le chômage selon trois scénarios de croissance du PIB simulés par McKibbin et Fernando (2020). La marge d'erreur représente la plage d'incertitude découlant du modèle de projection du chômage mais tient compte du scénario de croissance du PIB donné. C'est-à-dire que les marges d'erreur étaient celles produites par le modèle de projection du chômage du BIT au niveau duquel les données sur le PIB et la croissance proviennent du modèle simulé par McKibbin et Fernando (2020). Voir : <https://ilostat.ilo.org/fr/resources/methods/ilo-modelled-estimates/>

heures de travail qui pourraient avoisiner les 6,7% (par rapport aux heures du travail des 3,3 milliards de personnes qui forment la main-d'œuvre mondiale²) pendant le deuxième trimestre de l'année 2020, soit 195 millions de travailleurs à plein temps dans le monde, 70 millions dans les pays à revenu intermédiaire inférieur et environ 12 millions dans les pays à revenu faible.

Impact de la crise Covid-19 en baisse d'emploi au titre du deuxième trimestre 2020, dans le monde, par région et par groupes de revenus (en millions)



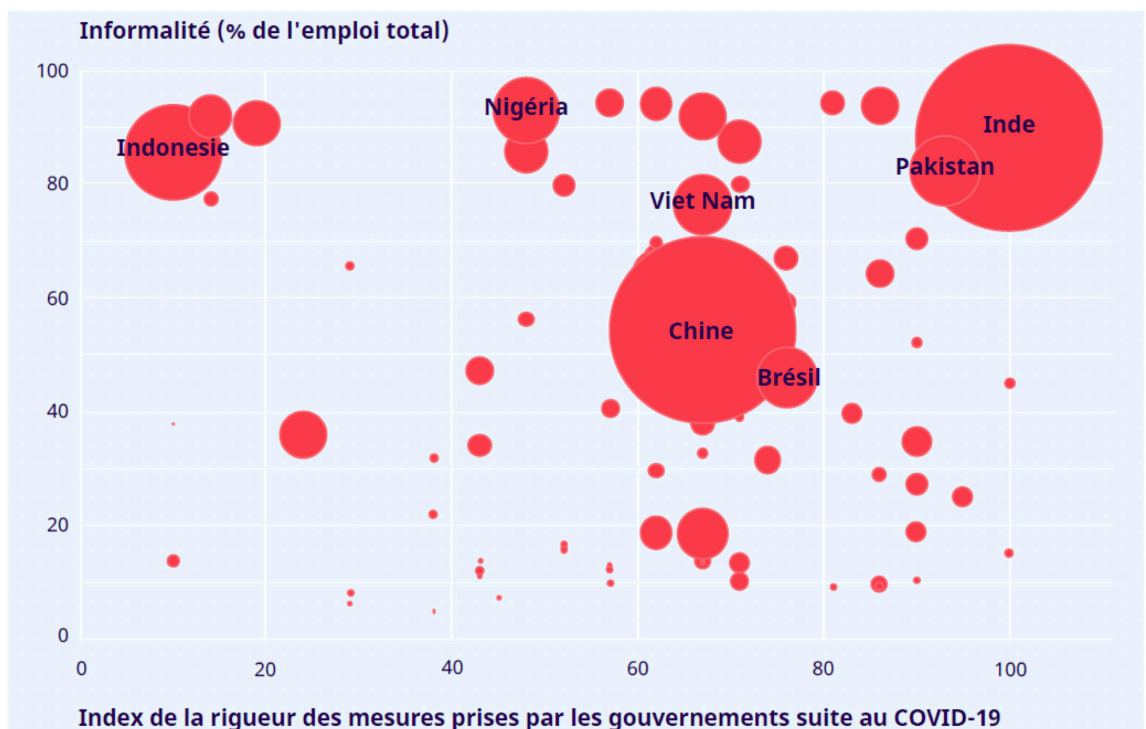
Source : Organisation internationale du travail, Covid-19 et le monde du travail : Impact et réponses politiques, 7 avril 2020

Ces chiffres, dépassant de loin les 22 millions pertes d'emploi enregistrés lors de la crise financière mondiale de 2008-09, montrent l'ampleur de l'impact du Covid-19 alors que les stratégies d'immunisation traditionnelles des travailleurs contre les crises se trouvent inefficaces ou, du moins, limitées. Le travail indépendant et informel qui tend à augmenter en situation de crise, comme alternative à la perte d'emplois, se trouve aujourd'hui confronté à la gravité de la situation. Ainsi, des parts importantes des 2 milliards de personnes travaillant dans l'économie informelle au niveau mondial (61 % de la population active mondiale) se trouvent, aujourd'hui, sans protection sociale, devant un choix à double tranchant : continuer d'aller au travail et risquer de contracter et de

2. Les estimations de l'ILO situent le nombre d'heures du travail de la main-d'œuvre mondiale à environ 140 millions heures par semaine.

diffuser le virus auprès des proches et dans la société, ou de rester chez soi et risquer de manquer les moyens de survie et de subsistance nécessaires. Déjà des millions de travailleurs informels en Inde où plus de 90% de la population occupée travaille dans l'informel, le nombre et la rigueur des mesures de confinement étaient conséquents et d'un impact significatif sur la mobilité et le travail. Environ 400 millions de travailleurs sont concernés et risquent de se passer des moyens de vivre durant la crise. Avec la propagation du virus, la situation menace d'être particulièrement grave en Afrique où 86 % des emplois sont informels (OIT)³.

Estimations de l'OIT concernant les travailleurs informels sous confinement et sous d'autres mesures restrictives⁴



Source : Organisation internationale du travail, Covid-19 et le monde du travail : Impact et réponses politiques, 7 avril 2020

3. La discussion des implications pour les travailleurs de l'informel est prévue dans le cadre de la dernière section de ce Policy Brief

4. Il est à noter que l'indice de la rigueur enregistre simplement le nombre et la rigueur des politiques gouvernementales et ne doit pas être interprété comme « notant » la pertinence ou l'efficacité de la réponse d'un pays. Une position plus élevée dans l'indice ne signifie pas nécessairement que la réponse d'un pays est « meilleure » que d'autres plus bas sur l'indice. Voir : <https://www.bsg.ox.ac.uk/research/research-projects/coronavirus-government-response-tracker>

II. Les conséquences sur l'organisation de l'emploi : réponse des secteurs et mutations vers de nouveaux modes de faire

En termes de retombées sectorielles, la réponse est loin d'être égale. Certains secteurs sont plus touchés et exposés que d'autres. Les plus touchés par le Covid-19 sont en principe les entreprises dont les activités dérivent de la mobilité et des grands rassemblements ou dépendent des chaînes d'approvisionnement mondiales. Ces entreprises font recours à une main-d'œuvre abondante et emploient des millions de travailleurs représentant près de 38 % de la main-d'œuvre mondiale. Il s'agit du transport aérien, des activités du tourisme, du tourisme de l'immobilier et des commerces en gros et de détail. Il en va de même pour de nombreuses formes de divertissements populaires, y compris les sports, les cinémas, les loisirs et les spectacles. Les industries manufacturières et de réparation sont également menacées de souffrir de pertes importantes de production et d'emplois. D'autres secteurs ont montré plus de résilience aux circonstances imposées par le Covid-19. Et s'il est normal de voir des emplois dans les domaines de la santé des personnes, de l'action sociale, de la défense et de la sécurité se maintenir, c'est grâce à l'adoption de nouveau mode d'organisation et de collaboration entre les travailleurs, leurs entreprises et leurs environnements que des secteurs comme l'éducation et les services publics continuent aujourd'hui à livrer. Ce caractère adaptatif n'est pas limité aux seuls secteurs susmentionnés.

Taille dans l'emploi global et sévérité de l'impact par secteur d'activité



Source : Organisation internationale du travail, Covid-19 et le monde du travail : Impact et réponses politiques, 7 avril 2020

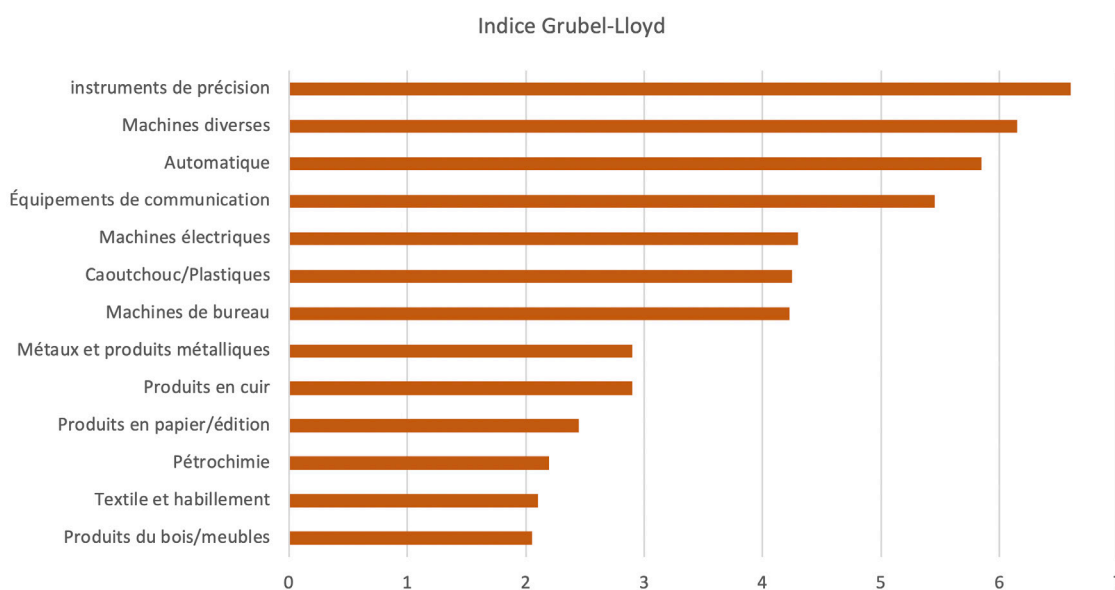
Au vu de ce qui précède, il est intéressant de se livrer à un exercice de prospective relatif au profond changement de paradigme que ce choc exogène risque d'infliger au monde.

Réflexions autour des chaînes de valeur : des questions sur la division internationale du travail

Si l'impact de cette crise sanitaire sur la croissance et l'emploi mondiaux s'avère aussi désastreux, c'est parce que nous vivons dans une ère où l'économie mondiale est hyper-connectée, notamment à travers les chaînes d'approvisionnement. Celles-ci sont longues et complexes et peuvent s'étendre à plusieurs pays à travers les continents. Un Airbus A380, par exemple, compte environ 4 millions de pièces, provenant de plus de 1000 fournisseurs sur 30 marchés⁵. Il n'est, donc, pas surprenant qu'un arrêt de construction des ailes à Broughton, au Pays de Galles, puisse entraîner des perturbations dans la chaîne de production du méga jet.

Sur une échelle globale, la situation est beaucoup plus compliquée. La Chine, principal fournisseur d'intrants intermédiaires pour les entreprises manufacturières mondiales, a vu sa production industrielle baisser de 13,5% , en glissement annuel au cours des deux premiers mois de l'année. Ainsi, les vastes fermetures d'usines chinoises ont provoqué des goulots d'étranglement dans les chaînes de production mondiales des principales industries. Les secteurs de l'automobile, de l'électronique, de l'équipement et des fournitures médicales, des biens de consommation et bien plus, ont été considérablement touchés⁶.

Intégration de Chine dans les Chaînes de Valeurs Mondiales (CVM)⁷, par secteur



Source : Conférence des Nations unies sur le Commerce et le Développement (CNUCED)

5. Samuel Mathew, (2020): Supply chain lessons from COVID-19. Standart Chartered

6. Francisco Betti et Kristian Hong, (2020): Coronavirus is disrupting global value chains. Here's how companies can respond. World Economic Forum

7. L'indice Grubel-Lloyd permet de mesurer l'échange intra-branche d'un bien ou d'un service particulier. Il a été mis au point par Herb Grubel et Peter Lloyd en 1971. Le coefficient est compris entre 0 et 1. Plus le commerce intra- branche est intense, plus l'indicateur tend vers 1 ; Plus le commerce intra- branche est faible, plus tend vers 0.

La crise du Coronavirus a mis en évidence la fragilité des schémas de production actuels, aussi complexes soient-ils. Elle a montré la dépendance économique excessive vis-à-vis de certaines zones géographiques, pour des produits à faible valeur mais à utilité vitale dans ces circonstances, tels que les masques et les respirateurs.

Les responsables de la chaîne d'approvisionnement qui, auparavant, concentraient leur attention sur certains critères pour choisir leur fournisseur sont amenés, aujourd'hui, à se remettre au travail et développer les systèmes et la discipline nécessaires pour suivre encore plus profondément la chaîne, car cette crise aurait tendance à remodeler les opinions sur ce qui est «adéquat» et sur ce qui est essentiel⁸. Il est probable de voir entrer en vigueur des lois sur l'approvisionnement de certains produits, tels que des articles de défense et des équipements médicaux.

Le Covid-19 n'a pas manqué de remettre au-devant de la scène d'autres défaillances, liées notamment à la qualité du travail dans ces modes de production. On estime, actuellement, que 450 millions de personnes dans le monde travaillent directement dans les chaînes de valeur mondiales, dont un grand nombre se situant en amont de la chaîne de production.

En effet, l'expansion des chaînes d'approvisionnement mondiales ont intensifié la concurrence, accru la migration de la main-d'œuvre et amené les principales entreprises à réduire les coûts de la main-d'œuvre par la restructuration, l'externalisation et la délocalisation, ainsi que par des efforts visant à faire passer les travailleurs d'employés à plein temps à diverses formes de travail contractuel. Cela a, à son tour, accru la pression à la baisse sur les salaires et les conditions de travail. Le modèle actuel des chaînes d'approvisionnement mondiales est basé, dans certains cas, sur des salaires bas, un travail précaire.

Ces vulnérabilités qui ont remonté en surface devraient donner lieu à des mutations profondes dans l'organisation des supply chains, particulièrement celles des firmes multinationales occidentales du secteur industriel. Elles devraient, probablement, susciter la création de nouveaux paradigmes, une nouvelle division internationale du travail favorisant les chaînes de valeur régionales, avec l'avantage d'une fragilité moindre et d'une diversification des risques et un respect de la dignité de l'employé.

Une chose est sûre : la stratégie de la chaîne d'approvisionnement sera réécrite.

Zoom sur l'avenir du travail : le Covid-19 accélère la transformation !

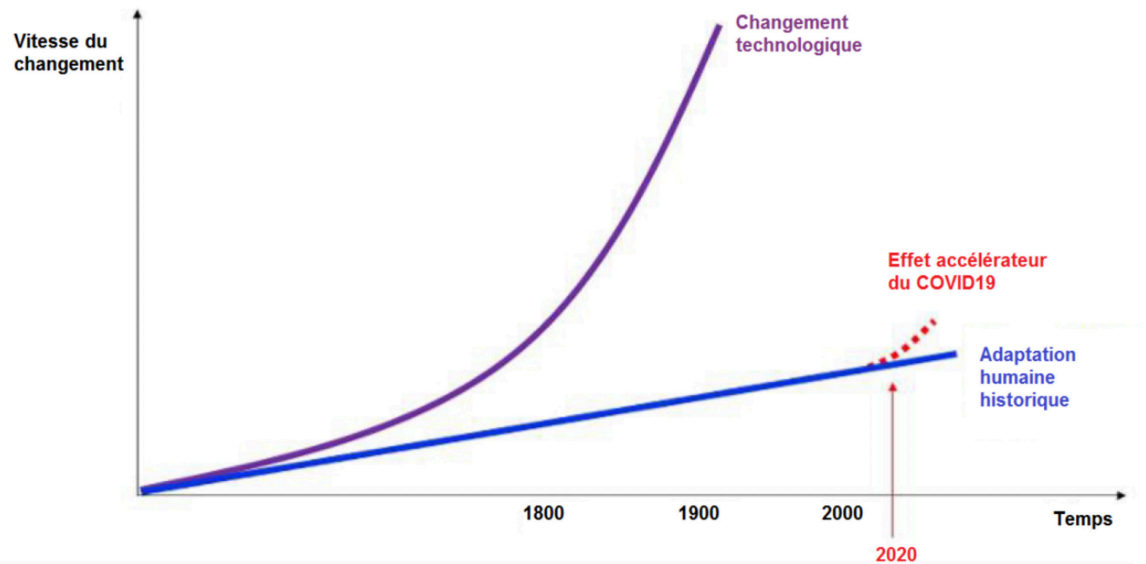
Sur un autre registre, le Coronavirus a produit une expérience étonnante en matière d'adaptation du travail des entreprises et de leur environnement aux modes de travail à distance. Cette pandémie, qui a marqué un temps d'arrêt sur plus d'un plan, semble faire avancer le calendrier et modifier notre façon de vivre entraînant des changements qui risquent de devenir durables dans la manière dont les entreprises gèrent leurs travailleurs et dont ceux-ci travaillent. L'avenir du travail semble également être en réécriture.

Si l'avenir du travail exige une restructuration des lieux de travail, une redéfinition des rôles, un apprentissage rapide et des liens de confiance, le défi de la résilience et de la lutte contre les conditions imposées par la pandémie de Coronavirus obligent

8. Scott Miller, (2010) : Covid-19 et chaînes de valeur : une baisse des rendements de la politique commerciale.

les organisations à réunir et faire tout cela et plus encore. Le Coronavirus comme accélérateur peut, donc, être vu comme un accélérateur de la mutation des modes de travail, une mutation qui se faisait autrefois sur la durée. La figure ci-après illustre cet effet accélérateur⁹.

Le Coronavirus accélère l'avenir du travail



Source: Heather E. McGowan, (2020), How the Coronavirus Pandemic Is Accelerating the Future of Work.

Outre la collaboration grâce aux nouvelles technologies, le travail à distance et la décentralisation de la main-d'œuvre (par opposition à la centralisation des bureaux), Covid-19 apporte des leçons en matière de gestion des organisations. Dans le passé, les entreprises ont utilisé les leçons apprises pendant les périodes de perturbation pour améliorer leurs pratiques. Covid19 peut entraîner des changements similaires.

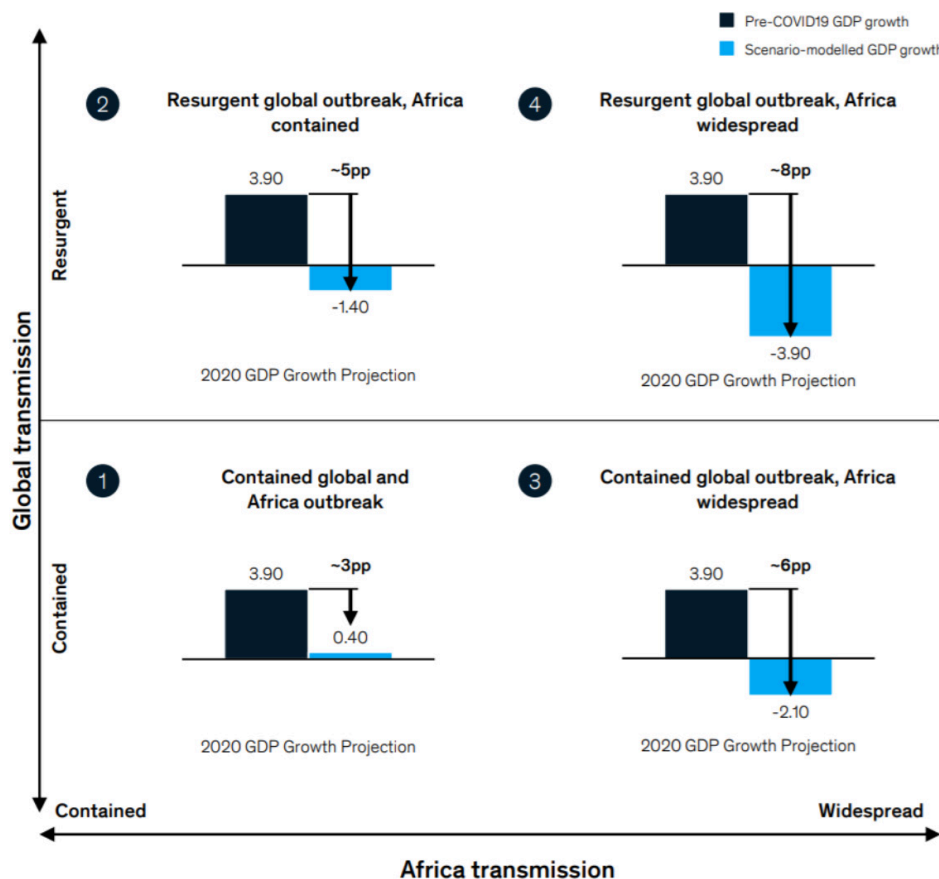
III. Covid-19 : trois enseignements pour l'avenir du marché du travail en Afrique

En dépit de ses implications sur le marché du travail et des ripostes actuelles, la présente pandémie ouvre plus qu'une fenêtre en matière de leçons pour les démarches publiques, notamment en Afrique et dans les pays en développement. Nous soulignons particulièrement trois pistes. Il s'agit d'instaurer un climat de confiance au terme de la crise sanitaire à même d'assurer une réinsertion rapide des agents dans la démarche économique. Autrement, la pandémie de Covid-19, combinée à d'autres facteurs, risquent d'entraîner l'Afrique subsaharienne vers sa première récession depuis 25 ans alors que des estimations de la Banque mondiale (BM) tablent sur une croissance négative d'environ -2,1 à -5,1% en 2020, contre 2,4% en 2019. A moyen et plus long termes, le besoin est de penser autrement le secteur informel, notamment en proposant de meilleures protections sociales aux travailleurs et un accès à la formation, mais aussi d'enlever les barrières à la création d'emplois décents. Ce dernier besoin concerne, également, la sphère formelle. Pour ce qui est de l'instauration d'un climat de confiance,

9. Heather E. McGowan, (2020): How the Coronavirus Pandemic Is Accelerating the Future of Work

les gouvernements africains ne peuvent « laisser à la nature l’initiative de la reprise »¹⁰. Ils doivent, cependant, se porter garants de la demande et de l’offre à travers une politique budgétaire active et une politique monétaire conciliante, dans l’espoir de voir une reprise à l’international. En effet, c’est la croissance qui instaure un climat de confiance, avant tout, et pousse les agents à s’inscrire dans la démarche de l’économie, à prendre plus de risques. Se pose, alors, la question du financement et du refinancement des dettes arrivant à échéance dans un contexte marqué par la contraction des prix des matières premières, tout comme les flux d’investissement mondiaux et des transferts des diasporas établies à l’étranger. Les pays africains doivent alors envisager toutes les options de la boîte à outils politiques. Pour les pays dont le fardeau de la dette est élevé, une initiative internationale pour alléger le service de leur dette aurait été fatale, pour une période. Dans ce sens, « le Groupe de la Banque mondiale et le Fonds monétaire international ont appelé à un « gel de la dette » — une initiative qui pourrait constituer un volet important de la réponse mondiale pour atténuer l’impact du Coronavirus sur les populations pauvres d’Afrique »¹¹.

La croissance prévue du PIB de l’Afrique, modelée au 3/31/20, sous l’hypothèse d’aucun plan de relance budgétaire de la part des gouvernements, et d’absence impact monétaire des devises et des notations

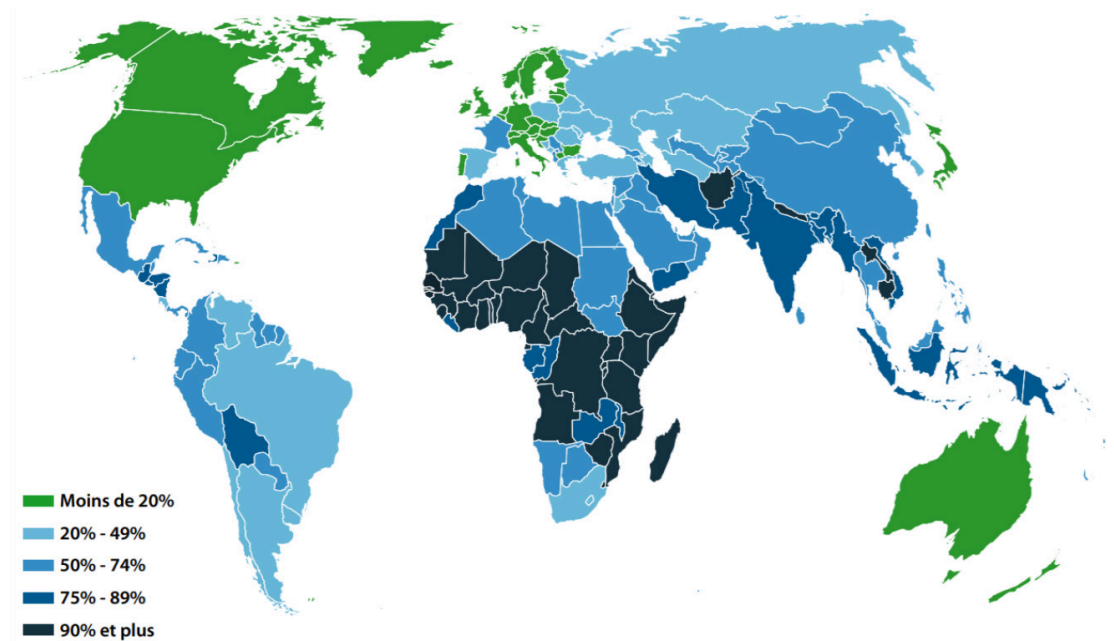


Source: McKinsey analysis, Tackling COVID-19 in Africa: An unfolding health and economic crisis that demands bold action

10. The Works of Irving Fisher. Vol. 14. Correspondence and other Commentary on Economic Policy 1930-1947, (éd.), Londres, Pickering & Chatto, 1997

11. Banque Mondiale, (2020) : Africa’s Pulse. Évaluation de l’impact économique du Covid-19 et des réponses politiques en Afrique subsaharienne

Outre ces questions de relance, la pandémie du Coronavirus a mis en évidence la nécessité d'un modèle de flexisécurité adapté à la réalité des emplois majoritairement informels et à faible productivité en Afrique dans un temps où les systèmes nationaux de sécurité sociale ont été essentiellement conçus pour répondre aux besoins des salariés.



Source : Organisation internationale du Travail. La contribution du dialogue social au Programme 2030 : Formaliser l'économie informelle, 2018

Dire que les travailleurs de l'informel se trouvent tous dans l'extrême vulnérabilité, c'est oublier la pluralité des situations et les diverses formes que prend l'économie informelle. Néanmoins, il reste vrai que ces travailleurs restent exposés à plusieurs difficultés, y compris l'accès au logement via crédit immobilier et à certains services publics ou encore la marginalisation par les politiques publiques, alors qu'absents du dialogue social.

Reconnaître, structurer et formaliser le secteur informel sont alors des étapes cruciales pour réussir la conception d'un modèle de flexisécurité en phase avec les réalités du marché du travail en Afrique. Mettre en place des cadres d'affaires adaptés à la réalité des travailleurs est aussi capital. « Parfois la qualification de travail informel est la conséquence de vides juridiques ou de complexités administratives et non pas de la volonté propre des travailleurs »¹². Un autre élément, aussi central, est la réussite d'un juste équilibre entre flexibilité du marché du travail, protection sociale, politiques actives du marché du travail et formation de la main-d'œuvre, notamment sous le prisme d'apprentissage tout au long de la vie qui permet, entre autres, la mobilité et la reconversion. Tout cela en la présence d'un système d'information efficace.

Finalement, il faut rappeler de se préparer aux nouvelles évolutions technologiques et l'apparition de nouveaux modèles d'affaires.

12. Futur.e.s in Africa, (2019) : Quand l'informel se formalise : un processus de développement des territoires et d'inclusion sociale.

Références :

- Badwin Richard et Beatrice Weder di Mauro, (2020) : Economics in the Time of COVID-19. Centre for Economic Policy Research.
- Banque mondiale, (2020) : Africa's Pulse. Évaluation de l'impact économique du Covid-19 et des réponses politiques en Afrique subsaharienne
- Chopart Jean-Noël, (1996) : Le travail social face aux mutations économiques. In: Recherches et Prévisions, n°44, juin 1996. Travail social, trois points de vue. pp. 23-36; doi: <https://doi.org/10.3406/caf.1996.1735>
- Economic Commission for Latin America and the Caribbean, (2009): Regulation, Worker Protection and Active Labour-Market Policies in Latin America
- France Stratégie, (2016) : L'avenir du travail : quelles redéfinitions de l'emploi, des statuts et des protections ? Document de travail, N°2016-04
- Futur.e.s in Africa. 2019. Quand l'informel se formalise : un processus de développement des territoires et d'inclusion sociale
- Kartik Jayaram, Acha Leke, Amandla Ooko-Ombaka, and Ying Sunny Sun, (2020): Tackling COVID-19 in Africa: An unfolding health and economic crisis that demands bold action. McKinsey analysis. April 2020
- Lallement Michel, (2008) : Le travail et ses transformations : Une lecture sociologique. Revue française de gestion, 190(10), 43-55. doi:10.3166/rfg.190.43-55.
- Meyer Dominique, Zarader Robert, (1980) : La dynamique de l'organisation du travail. In: Revue d'économie industrielle, vol. 13, 3e trimestre 1980. pp. 103-112;
- Michel Gaspard, (1980): Mutations technologiques et emploi à travers la crise. 5e colloque de l'ADEFI organisé par le CREI de l'université de Paris XIII, les 18 et 19 septembre 1980 à Chantilly
- Mohammed Bougroum et Aomar Ibourk, (2011) : Une analyse de la flexisécurité du marché du travail au Maroc. Fondation Européenne pour la Formation (ETF).
- Organisation Internationale de la santé, (2020) : Coronavirus disease 2019 (COVID-19), Situation Reports.
- Organisation internationale du Travail, (2018) : La contribution du dialogue social au Programme 2030 : Formaliser l'économie informelle. TUDCN 2018
- Organisation internationale du Travail, (2020) : ILO Standards and COVID-19 (coronavirus). 23 March 2020 - Version 1.2
- Organisation internationale du Travail, (2020) : Le COVID-19 et le monde du travail : Répercussions et réponses. Observatoire de l'OIT, 1ère édition : 18 mars 2020
- Organisation internationale du Travail, (2020) : Le COVID-19 et le monde du travail : Estimations actualisées et analyses. Observatoire de l'OIT, 2e édition : 7 avril 2020
- UBS Financial Services (2020): UBS House View: Investment Strategy Guide—Covid-19 market scenarios. April.
- UN/DESA, (2020): Policy Brief #59: Corona crisis causes turmoil in financial markets
- United Nations Conference on Trade and development, (2020): Global trade impact of the coronavirus (COVID-19) epidemic. 4 March 2020
- United Nations Conference on Trade and development, (2020): The Covid-19 Shock to Developing Countries: Towards a "whatever it takes" program for the two-thirds of the world's population being left behind. March 2020
- United Nations Conference on Trade and development, (2020): Trade Policies for Africa to Tackle Covid-19. African Trade Policy Center. 27th March 2020
- Víctor E. Tokman, (2009): Flexicurity with informality: options and restrictions. Regulation, Worker Protection and Active Labour-Market Policies in Latin America
- William J. Barber, (1997): The Works of Irving Fisher. Vol. 14. Correspondence and other Commentary on Economic Policy 1930-1947, (éd.), Londres, Pickering & Chatto,

À propos de l'auteur, **Aomar Ibourk**

Aomar Ibourk est Senior Fellow au Policy Center for the New South et professeur d'économie à l'Université Cadi Ayyad à Marrakech. Il est également le directeur du GRES (Groupe de recherche économique et sociale) de la même université. Ses recherches portent sur les méthodes quantitatives appliquées aux sciences sociales (économie du travail, économie de l'éducation et du développement).

À propos de l'auteur, **Tayeb Ghazi**

Tayeb Ghazi est économiste au Policy Center for the New South. Il est aussi doctorant, membre du Groupe de Recherche en Economie Sociale et Solidaire de l'Université Cadi Ayyad, et titulaire d'un master en finances appliquées de la même université. Il travaille actuellement sur des sujets liés au marché du travail, l'éducation, la migration et certains aspects du commerce international dans les pays en développement.

À propos de l'auteur, **Badr Mandri**

Badr Mandri est chercheur en économie qui a rejoint le Policy Center for the New South après deux ans d'expérience au Haut-Commissariat au Plan. Ses activités de recherche se concentrent sur la macroéconomie de développement, en particulier sur les questions liées à la politique budgétaire et à la dette publique. Badr Mandri est titulaire d'un master en Sciences économiques et est actuellement doctorant à l'Université Mohamed V de Rabat.

À propos de **Policy Center for the New South**

Le Policy Center for the New South: Un bien public pour le renforcement des politiques publiques. Le Policy Center for the New South (PCNS) est un think tank marocain dont la mission est de contribuer à l'amélioration des politiques publiques, aussi bien économiques que sociales et internationales, qui concernent le Maroc et l'Afrique, parties intégrantes du Sud global. Le PCNS défend le concept d'un « nouveau Sud » ouvert, responsable et entreprenant ; un Sud qui définit ses propres narratifs, ainsi que les cartes mentales autour des bassins de la Méditerranée et de l'Atlantique Sud, dans le cadre d'un rapport décomplexé avec le reste du monde. Le think tank se propose d'accompagner, par ses travaux, l'élaboration des politiques publiques en Afrique, et de donner la parole aux experts du Sud sur les évolutions géopolitiques qui les concernent. Ce positionnement, axé sur le dialogue et les partenariats, consiste à cultiver une expertise et une excellence africaines, à même de contribuer au diagnostic et aux solutions des défis africains.

Les opinions exprimées dans cette publication sont celles de l'auteur.



Policy Center for the New South

Suncity Complex, Building C, Av. Addolb, Albortokal Street,
Hay Riad, Rabat, Maroc.

Email : contact@policycenter.ma

Phone : +212 (0) 537 54 04 04 / Fax : +212 (0) 537 71 31 54

Website : www.policycenter.ma